

**LE P-DG DE SONELGAZ LE CONFIRME OFFICIELLEMENT****SNC-Lavalin blacklistée momentanément**

**La société canadienne d'ingénierie et de construction SNC-Lavalin figure momentanément sur une liste noire pour le groupe Sonelgaz.**

«Nous les (SNC-Lavalin, ndlr) avons blacklistés», déclarait hier le président-directeur général de Sonelgaz, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des résultats consolidés 2012 du groupe. Une décision que Noureddine Boutarfa justifie par «mesure de précaution», réfutant tacitement tout lien avec la décision similaire prise notamment par la Banque mondiale.

Ainsi, les sociétés de Sonelgaz sont invitées à ne plus «travailler» avec la compagnie canadienne, au moins jusqu'à nouvel ordre, a laissé entendre M. Boutarfa. Pour autant, le P-dg de Sonelgaz a récusé tout lien direct entre la holding qu'il dirige et la compagnie canadienne. «Sonelgaz n'a aucun contrat avec SNC-Lavalin. Nous n'avons jamais signé avec SNC-Lavalin», dira-t-il.

Il précisera toutefois, concernant la centrale électrique de Hadjret Nous (Tipasa), qu'un contrat a été signé entre Sharikat Kahraba Hadjret Ennous (SKH dont Sonelgaz détient 10% du capital

tandis que le groupement Algerian Utilities Ltd — détenu à parts égales par SNC-Lavalin Construction et Mubadala Développement compagny — en possède 52%) et SNC-Lavalin.

Selon Noureddine Boutarfa, le seul contrat liant les sociétés de distribution de Sonelgaz et SKH porte sur la conversion du gaz. Voulant ainsi éluder toute responsabilité de Sonelgaz dans «les problèmes» actuels de la firme canadienne, M. Boutarfa affirmera qu'«on sait ce qu'on fait mais on ne sait pas ce que font les autres».

Lors de cette conférence, le P-dg de Sonelgaz a, cependant, confirmé qu'une demande d'information a été envoyée à la compagnie canadienne qui a répondu. Interrogée sur la teneur de cette réponse, M. Boutarfa a indiqué que ses interlocuteurs ont réfuté la présence d'intermédiaires.

«Il n'y a pas d'intermédiaires, nous a-t-on répondu», indique-t-il. Par ailleurs, le P-dg de Sonelgaz a prôné une dépénalisation effective



Photo : Samir Sid

de l'acte de gestion, les auteurs de malversations devant, certes, être poursuivis judiciairement sans toutefois brider toute initiative ou prise de risque managériale liée à la satisfaction des besoins énergétiques et autres du pays.

Nonobstant ses résultats financiers négatifs (un déficit de trésorerie de 79 milliards de dinars, un endettement à long terme de 133 milliards de dinars...), les sociétés

du groupe maintiennent, cependant, la cadence d'investissement à court, moyen et long terme selon les données explicitées hier. Il s'agit ainsi de répondre à la forte demande en électricité, notamment durant la période estivale déjà entamée.

A ce propos, les différents managers des sociétés de distribution et des métiers de base ont indiqué que le plan d'urgence, lancé dès la fin 2012, est quasiment achevé et que

l'été 2013 ne devrait pas connaître de perturbations, sauf impondérables.

**A propos des énergies renouvelables**

D'autre part, le P-dg de Sonelgaz a estimé que le développement des énergies renouvelables est de mise mais nécessite, cependant, d'être bien appréhendé en termes de rentabilité économique, de coûts, de disponibilités d'équipements et de compétence et d'existence d'un marché d'exportation. Or, dans la mesure où le marché européen est en situation d'excès d'énergies renouvelables, en raison de la crise économique actuelle, la réalisation de l'interconnexion reste problématique, faute d'investisseurs identifiés et que le choix de la source d'énergie obéit à la logique économique, l'option de l'exportation «ce n'est pas pour tout de suite», dira M. Boutarfa. Voire, le premier manager de Sonelgaz semble hostile, quoique dans l'impossibilité de s'y opposer, à la réalisation immédiate de quelque 300 mW pour un coût de 2 milliards de dollars même si cet investissement est supporté par l'Etat.

**Chérif Bennaceur**

**AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN FINANCEMENT PUBLIC D'UN MILLIARD D'EUROS À TAUX BONIFIÉ****Algérie Télécom n'ouvrira pas son capital**

**L'opérateur historique de téléphonie Algérie Télécom (AT) a bénéficié d'un financement public de 115 milliards de dinars (1 milliard d'euros environ) à taux bonifié, a rappelé, hier le P-dg du groupe, Azouaou Mehmel, dans un entretien accordé à l'APS.**

L'ouverture du capital du groupe AT n'est donc pas d'actualité. «L'ouverture du capital d'AT est une question qui n'est pas d'actualité et reste du ressort du propriétaire, à savoir l'Etat», a indiqué M. Mehmel. Et d'expliquer : «Cette ouverture n'est pas demandée par le groupe dont la santé financière est bonne. Cela relève de la stratégie des pouvoirs publics auxquels revient la décision de l'ouverture ou non du capital.

Toute ouverture du capital suppose un besoin d'argent et de financement, ce qui n'est pas le cas présentement d'AT qui a bénéficié d'un financement octroyé par l'Etat de l'ordre de 115 milliards de dinars à un taux bonifié, ce qui est extrêmement intéressant et avantageux.» Cet argent permettrait au groupe, selon M. Mehmel, des investissements massifs en vue de renforcer son réseau et

d'améliorer la qualité de service, notamment la connexion Internet. M. Mehmel, qui s'est fixé une échéance pour l'année prochaine, a affirmé que «le débit de la connexion Internet en Algérie connaîtra une amélioration sensible en 2014 du fait des extensions du réseau déjà entamées».

Il s'agit d'un «plan de rattrapage énorme, selon les mots utilisés par le responsable du groupe, et ce, en matière d'infrastructures ainsi que l'organisation, la formation et la sensibilisation de la ressource humaine».

L'année 2013 a été consacrée, a ajouté M. Mehmel, à l'«assainissement et au renforcement du réseau ainsi qu'à l'acquisition d'équipements adéquats». Dans ce sillage, il a annoncé qu'«AT prévoit d'engager davantage de fournisseurs d'équipements et de sous-traitants pour les prestations de service, prédisant que des appels d'offres ont déjà été lancés et des contrats ont été finalisés». Et de souligner : «Désormais, AT travaille suivant des contrats-programmes avec les fournisseurs à la notoriété reconnue.»

Evoquant la question des créances déduites justement par des fournisseurs d'Internet, il a indiqué qu'«elles sont réparties

sur trois segments, à savoir le grand public, les clients institutionnels et le secteur économique. Celles du grand public sont actuellement assainies et celles des institutions et du secteur économiques sont en cours de traitement».

De même que «le groupe, a-t-il noté, a engagé des actions pour recouvrer des créances auprès de fournisseurs d'accès à Internet et des opérateurs spécialisés dans la terminaison d'appel», rappelant que «le litige opposant AT à l'opérateur privé des services Internet Eepad est toujours en justice». «AT et l'Eepad dont l'activité est suspendue depuis septembre 2009, ne sont pas parvenus à un arrangement à l'amiable, la dette globale étant évaluée à 4,5 milliards de dinars, alors que la justice a tranché pour 2,4 milliards de dinars», a-t-il précisé.

**La 4G sans fil en mode fixe avant la fin 2013**

AT lancera d'ici à la fin 2013 la téléphonie de quatrième génération (4G) sans fil en mode fixe, a annoncé M. Mehmel. «Nous avons lancé un appel d'offres pour le déploiement d'un réseau 4G de type LTE en mode

fixe. Il s'agit d'une connexion haut débit sans fil qui sera destinée, dans un premier temps, aux professionnels du fait de son coût assez élevé, et qui ne sera élargie au grand public qu'une fois l'investissement amorti», a-t-il indiqué.

Et d'assurer que «la prochaine introduction de la téléphonie mobile de troisième génération (3G) en Algérie ne va pas porter préjudice à AT». Il a déclaré que «cette nouvelle technologie ne détrônera pas et ne concurrencera pas l'ADSL filaire, sinon Algérie Télécom ira vers des débits beaucoup plus importants que la 3G ne pourra pas égaler». S'agissant d'Internet justement, il a estimé qu'«il est anormal d'imposer le même tarif à un abonné n'utilisant sa connexion que pour consulter sa messagerie électronique et à celui qui est connecté à longueur de journée». AT introduira ainsi des offres segmentées afin de fournir un service en fonction du type d'utilisation et du volume de connexion.

«Si l'offre illimitée est maintenue, ce procédé permettra d'adopter une politique plus équilibrée en termes d'usage et plus juste envers les clients», a-t-il conclu.

**L. H. et APS**

**PERMANISATION DES JEUNES DU PRÉEMPLOI****Pour Louh, c'est un détail**

**Assailli par des journalistes sur la question de la permanisation de milliers de jeunes recrutés dans le cadre de plusieurs formules dites de pré-emploi, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, en visite dans la wilaya de Boumerdès a déclaré qu'il s'agissait d'un détail.**

En effet, pour répondre à cette question précise, qui a obligé par ailleurs, des milliers de jeunes à sortir dans la rue pour revendiquer un emploi permanent, le ministre est parti dans une longue intervention qui a duré un quart d'heure sous forme d'un plaidoyer en faveur du programme présidentiel, passant des réformes économiques à la réforme de la sécurité sociale et la décision d'affecter

une partie de la rente pétrolière (3%) à la caisse de retraite. «Parlez-moi de ces réformes économiques et sociales et des enjeux du pays.

De la lutte contre le chômage ainsi que de la crise économique et financière mondiale qui durera. Elevez le débat.

Ceci (le dossier de la permanisation, nldr) est un détail», dira-t-il. A la question de savoir si l'Algérie a pris ses dispositions pour parer à ces crises économique et financière mondiales, le ministre répondra par un plaidoyer pour le programme du Président.

Nous avons insisté pour connaître la position du ministre sur les constats des économistes qui disent que l'économie algérienne ne produit pas de richesses et

qu'une très grande partie des emplois mis sur le marché du travail ne sont pas productifs et que, par conséquent, ils ne sont pas un atout mais une charge pour cette même économie. Le ministre se référa brièvement aux statistiques positives du FMI et de la Banque

mondiale concernant notre pays, sans développer son propre argumentaire à ce sujet.

A noter que durant sa venue, le ministre, qu'accompagnait le wali de Boumerdès, Kamel Abbès, a visité plusieurs projets de construction comme les futurs

sièges de la Direction de l'emploi et de l'Anem, les directions locales de la CNR et de la Cnas ainsi que des entreprises créées par des jeunes dans le cadre de l'aide de l'Etat.

**L. Abachi**

**AFFAIRE DES 30 INDIVIDUS ACCUSÉS DE TRAFIC INTERNATIONAL DE VOITURES****Le procès renvoyé à la prochaine session**

L'affaire des trente individus poursuivis par la justice pour trafic international de voitures programmée hier, au niveau de la cour d'Alger a été renvoyée à la prochaine session.

Une décision prise par le président du tribunal criminel près ladite cour qui fait suite à l'absence de la partie civile et de deux personnes dont l'une est actuellement en détention au niveau de la maison

d'arrêt de Chlef.

Parmi les accusés, treize sont en détention, quatorze dont trois femmes sont en liberté provisoire, alors que les trois autres sont en fuite.

Selon l'arrêt de renvoi, les accusés sont poursuivis pour vol avec agression, falsification de documents administratifs et trafic d'influence.

**A. B.**